

Initiatives ministérielles

façon de procéder. Je ne vais pas justifier ce qui s'est fait en 1970 ou 1980, non. Je n'ai pas besoin de le faire.

Le ministre parle de réforme. Il y a eu la réforme du Règlement de la Chambre. Je tiens à dire au ministre, par votre entremise, monsieur le Président, que sir John A. Macdonald avait des convictions, que le député et ses collègues ne partagent évidemment plus, sur le pays et sur le rôle du chemin de fer. John Diefenbaker, dont vous vous souvenez sans doute, a dit ce qu'il pensait de la clôture pendant le débat sur le pipe-line. Nous parlons aujourd'hui à la Chambre de réforme fiscale, de réforme monétaire, de réforme financière et quelles sont les contraintes? Nous devons concentrer tout ce que nous avons à dire en cinq minutes ou moins parce que le gouvernement impose la clôture aux parlementaires qui veulent discuter de la TPS à fond. Nous ne pouvons pas le faire parce que le gouvernement ne le permet pas. Je sais que mon temps de parole est écoulé.

Le président suppléant (M. Paproski): La période de questions et observations est terminée. Le secrétaire parlementaire du ministre de la Défense a la parole pour intervenir dans le débat.

[Français]

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, il est évident que dans n'importe quelle société, vaut mieux ne pas prendre de décision, ne pas gouverner que d'essayer de gouverner, et quand on gouverne, on doit donner de nouvelles orientations, et ce n'est pas nécessairement une chose facile. C'est exactement la même chose dans l'éducation des jeunes ou dans l'éducation des enfants, où on peut promettre un tas de choses à nos adolescents quand ils poussent, et quand on n'est pas capable de remplir ces promesses-là, un moment donné, bien on est pris dans un cul-de-sac et on doit prendre des décisions qui sont difficiles.

La situation financière du Canada n'est pas facile et quand on veut changer des projets ou quand on veut donner une nouvelle orientation, il y a un paquet d'images qu'on soulève, et vous en avez des exemples sous les yeux à tous les jours. Et vous en aviez même un exemple sous les yeux il y a cinq minutes, où on a demandé le vote pour continuer le débat après les heures. C'est une bonne chose en soi, mais vous ne trouvez pas que si on n'avait pas perdu notre temps la semaine passée, à prendre des votes indéfiniment sur des dépôts de projets de loi privés et si on prenait chacun notre temps de parole, n^{os} 10 ou nos 20 minutes, au lieu de faire le spectacle pour essayer de faire de l'obstruction à la Chambre, à l'heure actuelle on n'aurait pas besoin de prendre des votes pour prolonger les heures.

• (1830)

On a amplement de temps pour le faire, sauf qu'on cherche le spectacle, et les plus beaux spectacles qu'on a eus, les plus beaux spectacles. . . J'aimerais que le député me laisse parler. Je t'ai laissé parler, laisse-moi parler. Moi je la supporte, la taxe.

L'année passée on a eu un débat sur le libre-échange. Vous vous en souvenez? Savez-vous ce que les libéraux disaient? S'il y a du libre-échange, les pensions de vieillesse vont tomber. Ils font la même chose avec le tourisme. Les pensions de vieillesse, tout cela va tomber. Cela fait un an et demi, ce n'est pas tombé encore. Monique Bégin, l'ancienne ministre de la Santé et du Bien-être social, disait: Avec le libre-échange, le SIDA. . . Vous souvenez-vous de celle-là? Et actuellement ils sont en train de faire accroire un paquet de choses aux Canadiens, et qui ne tiennent absolument pas debout. Il y a une chose qui est certaine: Il y a eu pas mal plus de ministres des Finances libéraux que de conservateurs dans ce siècle-ci. En 1946, il y a eu la Commission Russell-Sirois. On a pris les recommandations de la Commission Russell-Sirois qui recommandait de changer le système de taxation, on a mis cela sur les tablettes, en 1940. En 1956, il y a eu la Commission Carter. On a pris la Commission Carter qui proposait également de changer le système de taxation, on a mis cela sur les tablettes. Il est bien plus facile de ne pas gérer que de gérer. Cela c'est en 1956. En 1966, il y a eu la Commission Carter, le rapport sur la Commission royale d'enquête sur la taxation, sur les tablettes! En 1977, il y a eu la Commission, le *Commodity Tax Review Group Report*. Bien plus facile encore une fois de ne pas gérer, on a pris cela et on l'a mis sur les tablettes. En 1983, il y a eu le rapport Goodman qu'on a mis, encore une fois, sur les tablettes. Tous ces rapports-là, et il y en a un à chaque décennie: en 1940, 1956, 1966, 1977 et 1983. Tous ces rapports-là disaient qu'il fallait changer notre système de taxation. Chaque fois, on a décidé de ne pas gouverner, chaque fois on a décidé, on a pris la solution facile, et on continue cela comme avant. Et ça été le tournant qu'on a pris en 1984 ou 1985 dans ce gouvernement pour donner une nouvelle orientation.

Comment ça se développe? On a dit tout à l'heure: les taxes ne sont pas populaires. C'est évident que les taxes ne sont pas populaires. Ça ne prend pas des sondages pour dire cela. Tout le monde sait que les taxes ne sont pas populaires, que les gouvernements sont là, cherchent à se faire réélire. Mais comment les gouvernements cherchent-ils à se faire réélire? Quand les demandes sont plus grandes, on cherche à percevoir de nouvelles taxes. Si vous étiez premier ministre dans un pays où la religion défend la consommation de porc, de cochon, vous ne trouvez pas qu'il serait facile, comme premier ministre, de lever une taxe spéciale là-dessus? C'est cela qu'on ferait.